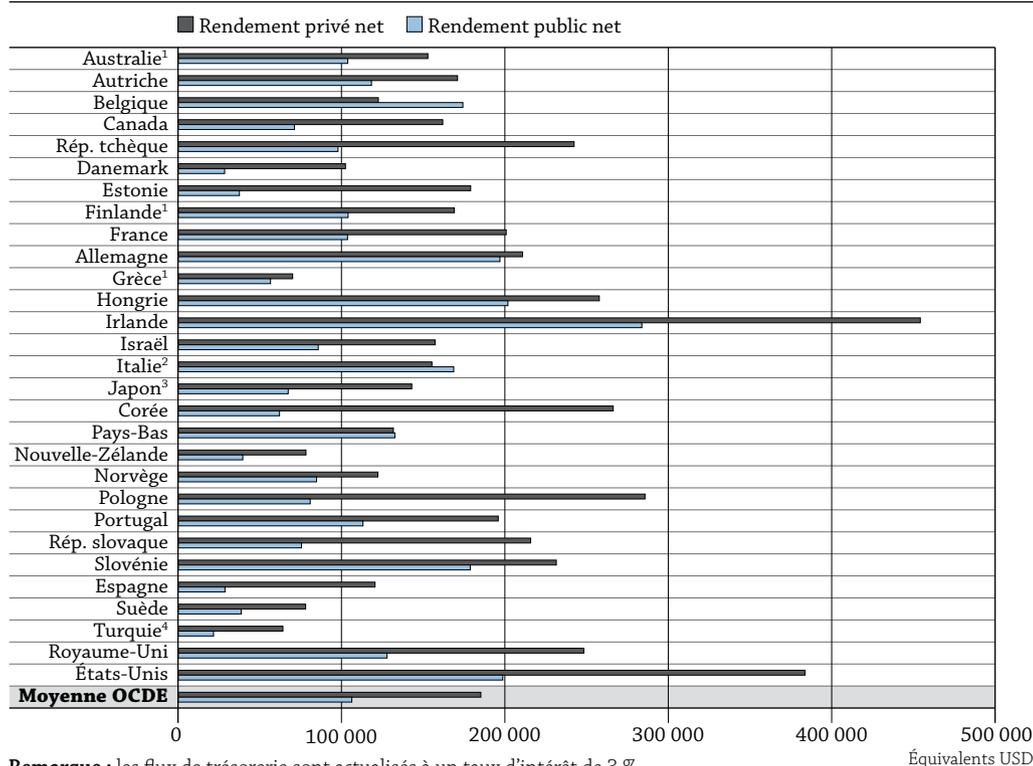


QUELS SONT LES FACTEURS QUI INCITENT À INVESTIR DANS L'ÉDUCATION ?

- Le rendement privé de l'investissement dans l'enseignement tertiaire est considérable : les titulaires d'un diplôme de l'enseignement tertiaire sont plus susceptibles de trouver un emploi et de gagner plus que ceux qui ne sont pas diplômés de ce niveau d'enseignement.
- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement financier d'un diplôme de fin d'études tertiaires équivaut au double de celui d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.
- L'éducation est un bon placement, non seulement pour les individus, mais également pour la société, dans la mesure où une importante population diplômée de l'enseignement tertiaire paie des recettes fiscales et des cotisations sociales plus élevées.
- Le rendement public net de l'investissement dans une formation tertiaire dépasse les 105 000 USD chez les hommes – soit près du triple de l'investissement public dans cette formation. Chez les femmes, le rendement public d'une formation tertiaire dépasse les 60 000 USD, soit près du double de l'investissement public dans cette formation.

Graphique A7.1. Rendement privé net et rendement public net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)
Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire



Remarque : les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

1. Année de référence : 2009.

2. Année de référence : 2008.

3. Année de référence : 2007.

4. Année de référence : 2005.

Les pays sont classés par ordre alphabétique de leur nom en anglais.

Source : OCDE. Tableaux A7.3a et A7.4a. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933116452>

■ Contexte

L'élévation du niveau de formation bénéficie à la fois aux individus et à la société, non seulement sur le plan financier, mais aussi grâce au bien-être qui y est associé : un meilleur état de santé et une participation accrue des citoyens dans la société. Pour les individus, le fait d'être plus instruit accroît la probabilité de travailler et réduit le risque de chômage. L'amélioration des débouchés sur le marché

du travail (voir l'indicateur A5) et la perspective de revenus plus élevés (voir l'indicateur A6) sont des facteurs qui incitent fortement les individus à investir dans l'éducation et à reporter l'achat de biens et services et la perception de revenus pendant leur formation dans l'espoir d'en retirer des avantages à l'avenir. Quant à la société, elle bénéficie également de l'élévation du niveau de formation au travers de la réduction des dépenses publiques au titre des programmes d'aide sociale et de l'accroissement de ses recettes fiscales dès l'entrée des individus dans la vie active.

Il est essentiel pour les responsables politiques de comprendre les facteurs économiques qui incitent les individus à investir dans l'éducation. Une forte hausse de la demande d'éducation sur le marché du travail peut, par exemple, entraîner une augmentation sensible des salaires et des rendements bien avant que l'offre ne s'ajuste à la nouvelle conjoncture, signe qu'il faut investir davantage dans l'éducation. Ce signe n'est toutefois pas aussi manifeste dans les pays où le droit du travail et les structures du marché du travail sont plus rigides et tendent à limiter les écarts de salaires entre les niveaux de formation.

Comprendre le rendement de l'éducation est également une variable pertinente pour les politiques en matière d'accès à l'éducation, de fiscalité et de coût privé de l'éducation. Il est donc important d'analyser l'équilibre entre les rendements public et privé à la lumière des informations fournies par d'autres indicateurs du présent rapport. Prendre uniquement en considération le taux de rendement public ne suffit pas pour chiffrer le montant optimal que les pouvoirs publics doivent investir dans l'éducation (voir l'encadré A7.1 dans *Regards sur l'éducation 2013* [OCDE, 2013a]).

Dans les pays où les études tertiaires sont longues et où un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire procure des revenus relativement élevés, l'effet du manque à gagner durant la formation est sensible. L'importance de cet effet dépend aussi des niveaux de salaire que les individus peuvent espérer et de la probabilité qu'ils ont de trouver du travail, avec ou sans diplôme tertiaire. La dégradation des perspectives qui s'offrent aux jeunes adultes sur le marché du travail (voir l'indicateur C5) entraîne une diminution du manque à gagner, ce qui diminue à son tour le coût de l'investissement dans un diplôme tertiaire. Comme les individus plus instruits tendent à tirer leur épingle du jeu sur le marché du travail en temps de crise économique (voir l'indicateur A5), des différentiels salariaux plus importants bénéficient tant aux individus qu'à la société. Les chiffres de 2010 (ceux utilisés dans ce rapport), alors que les effets de la crise économique mondiale se faisaient durement ressentir, montrent que les rendements public et privé des diplômés de l'enseignement tertiaire sont supérieurs à ceux des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

Il convient de garder à l'esprit que tout un ensemble de facteurs contextuels ou de facteurs liés à l'éducation qui ne sont pas pris en compte dans cet indicateur ont un impact sur le rendement de l'éducation. Parmi ces facteurs, on compte les domaines d'études, la situation économique particulière des pays, le marché du travail et le cadre institutionnel, ainsi que des facteurs socio-culturels.

■ Autres faits marquants

- **L'avantage salarial brut associé à l'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires**, par comparaison avec l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires, **représente 350 000 USD chez les hommes et 250 000 USD chez les femmes dans les pays de l'OCDE.**
- **L'avantage salarial brut associé à l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire**, par comparaison avec un niveau de formation inférieur, **est particulièrement élevé en Autriche, aux États-Unis, en Norvège et aux Pays-Bas (pour les femmes).** Dans ces pays, il représente au moins 260 000 USD chez les hommes et 160 000 USD chez les femmes.
- En moyenne, dans les 28 pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, **le rendement public (valeur actuelle nette) de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires est de l'ordre de 39 000 USD chez les hommes**, par comparaison avec les individus moins instruits du même sexe. **Ce rendement public s'établit à 24 000 USD chez les femmes.**
- À quelques exceptions près, **le rendement privé net de l'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires est supérieur à celui de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires.** La Norvège et la Suède sont les seuls pays où le diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires procure un rendement supérieur aux hommes.
- **Dans les pays de l'OCDE, les individus investissent environ 50 000 USD pour financer une formation tertiaire.** Compte tenu des coûts directs et indirects, leur investissement moyen est supérieur à 100 000 USD aux États-Unis, au Japon et aux Pays-Bas.

Analyse

Rendement financier de l'investissement dans l'éducation

Cet indicateur donne des informations sur les coûts et bénéfices de l'éducation, et sur les facteurs qui incitent à y investir. Il estime les bénéfices financiers que procure l'élévation du niveau de formation en évaluant les gains salariaux que les individus concernés en retirent, compte tenu des coûts et bénéfices directs et indirects qu'elle occasionne. Par bénéfices, on entend non seulement les revenus plus élevés par comparaison avec ceux des individus moins instruits, mais également la probabilité plus élevée de trouver du travail, exprimée en valeur monétaire par la variable dite de l'« effet du chômage » (voir la section « Définitions » en fin d'indicateur).

Les coûts incluent les coûts directs, en particulier les frais de scolarité, ainsi que les coûts indirects résultant de l'accroissement de la fiscalité et des cotisations sociales, le manque à gagner dû à l'entrée plus tardive dans la vie active, ainsi que la diminution des droits aux transferts sociaux, notamment les aides au logement, les allocations familiales et autres prestations sociales. De plus, les cotisations sociales et les impôts sur le revenu représentent un certain pourcentage des revenus et tendent à être plus élevés chez les individus plus instruits, car ceux-ci ont tendance à gagner plus.

Les coûts et bénéfices financiers de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire sont comparés à ceux de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire, lesquels sont comparés à l'obtention d'un diplôme de niveau inférieur. Les comparaisons portent sur la situation relative des femmes entre elles et des hommes entre eux. Ces calculs sont effectués séparément pour les individus de sexe masculin et de sexe féminin, et aucune moyenne n'est calculée afin d'intégrer les différences de rémunération et de taux de chômage entre les sexes.

Décrire les coûts et bénéfices de l'éducation, ainsi que les facteurs qui incitent à y investir, est une entreprise délicate, qui implique certaines considérations méthodologiques et analytiques. L'investissement dans l'éducation, tant de la part des individus que des pouvoirs publics, implique des interactions complexes entre des facteurs et effets autres que ceux retenus ici. Il y a donc lieu d'interpréter cet indicateur à la lumière d'autres indicateurs de la présente édition de *Regards sur l'éducation* (ainsi que de *Regards sur l'éducation 2013* [OCDE, 2013a]) pour mieux en comprendre les résultats. Les limites des calculs, ainsi que les concepts et les hypothèses qui les sous-tendent, sont présentés dans la section « Méthodologie », à la fin de cet indicateur.

Facteurs incitant les individus à investir dans l'éducation

Deuxième cycle de l'enseignement secondaire et enseignement post-secondaire non tertiaire

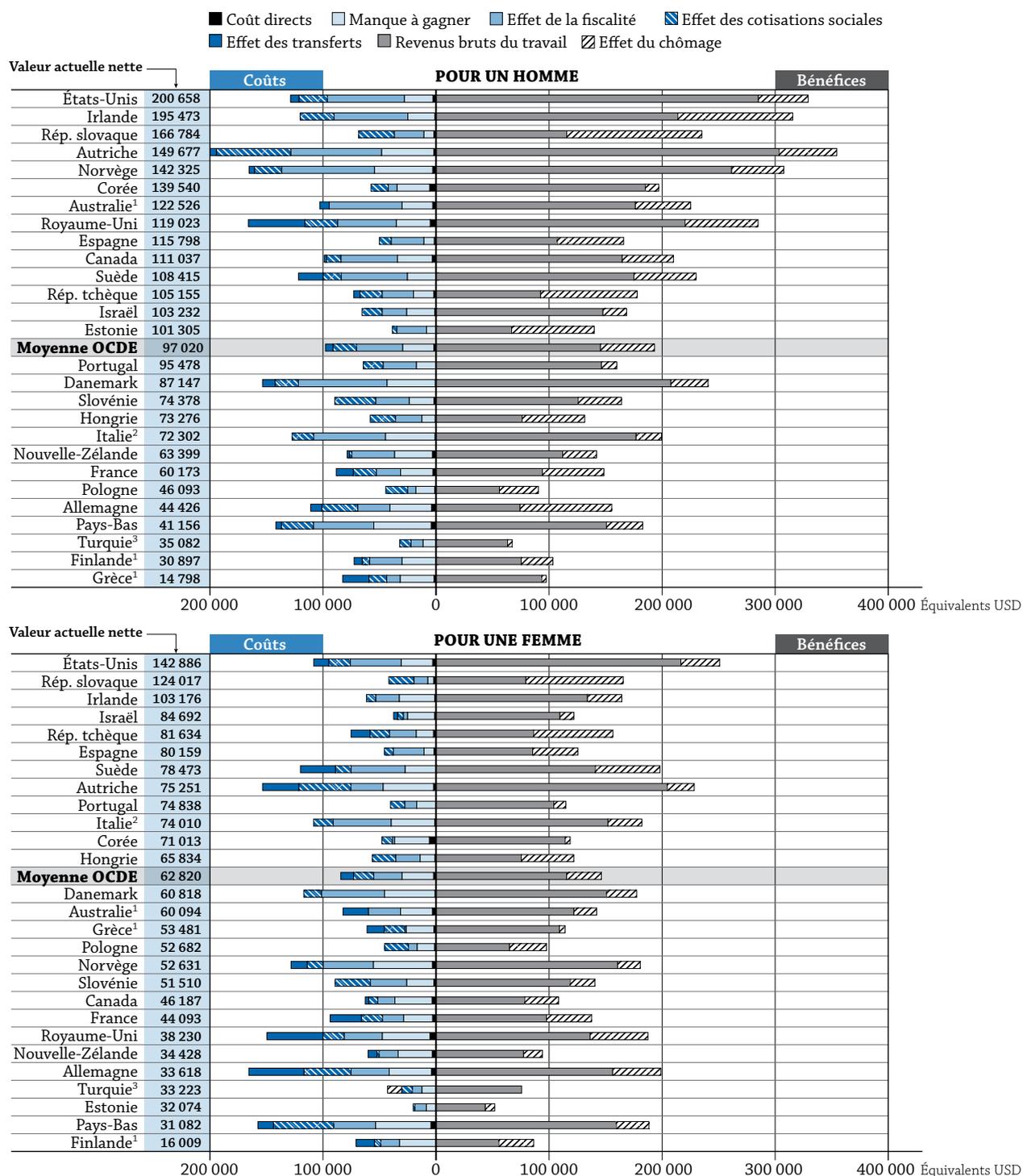
Dans les pays de l'OCDE, les hommes qui investissent dans une formation du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire peuvent compter sur un avantage net d'environ 100 000 USD durant leur vie active, par comparaison avec les hommes dont le niveau de formation est inférieur. Ce montant varie toutefois sensiblement entre les pays : pour les hommes, ce niveau de formation procure un avantage égal ou supérieur à 160 000 USD durant leur vie active aux États-Unis, en Irlande et en République slovaque (voir le tableau A7.1a).

Les bénéfices privés sont généralement basés sur les revenus bruts et la réduction du risque de chômage. Dans tous les pays, les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire bénéficient d'un avantage salarial significatif par rapport à ceux dont le niveau de formation est inférieur. La valeur de la diminution du risque de chômage peut également être élevée. En Allemagne, en Irlande, en République slovaque et en République tchèque, l'amélioration des perspectives sur le marché du travail des hommes ayant ce niveau de formation représente l'équivalent de 80 000 USD au moins (voir le tableau A7.1a).

Les coûts directs, le manque à gagner, la fiscalité, les transferts sociaux et les cotisations sociales (voir la section « Définitions » à la fin de cet indicateur) sont tous considérés comme faisant partie des coûts de l'éducation. Ces coûts directs sont identiques chez les hommes et chez les femmes. Pour un individu, les coûts directs de l'investissement dans une formation du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou post-secondaire non tertiaire sont négligeables dans tous les pays : ils représentent, en moyenne, entre moins de 2 % et au maximum 6 % des bénéfices). Le principal coût de l'investissement correspond donc au manque à gagner, c'est-à-dire la rémunération que l'individu pourrait obtenir s'il n'étudiait pas. Ce manque à gagner varie sensiblement entre les pays, en fonction de la durée des études, des niveaux de revenus et des différentiels salariaux entre les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les autres (voir les tableaux A7.1a et b).

Graphique A7.2. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2010)

Par comparaison avec les coûts et bénéfices d'un niveau de formation inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire



Remarque : les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

1. Année de référence : 2009.

2. Année de référence : 2008.

3. Année de référence : 2005.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la valeur actuelle nette privée.

Source : OCDE. Tableaux A7.1a et b. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933116471>

A7

Les bonnes perspectives qui s'offrent sur le marché du travail tant aux hommes qu'aux femmes dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non tertiaire entraînent une augmentation des coûts de l'investissement dans l'élévation du niveau de formation ; il en va de même si les différentiels salariaux sont plus faibles et si les formations sont plus longues dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Le manque à gagner des hommes et des femmes est estimé à moins de 13 000 USD en Espagne, en Estonie, en Hongrie, en République slovaque et en Turquie, mais à plus de 42 000 USD en Autriche, au Danemark, en Norvège et aux Pays-Bas (voir les tableaux A7.1a et b).

Il ressort de l'analyse des chiffres relatifs aux hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire que l'effet de la fiscalité des revenus est relativement élevé en Autriche, au Danemark, aux États-Unis, en Irlande et en Norvège (où il est estimé à plus de 65 000 USD). En Estonie, l'effet de la fiscalité représente également près de 40 % de l'avantage salarial des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Cet effet fiscal est moins sensible en Corée, en Grèce, en Pologne et en Turquie, où il est estimé à moins de 20 000 USD. L'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, la République slovaque et la Slovénie sont les pays où l'effet des cotisations sociales est le plus élevé (il y est estimé à plus de 22 000 USD tant pour les hommes que les femmes) (voir les tableaux A7.1a et b). En Autriche, au Danemark, en France, en Grèce, au Royaume-Uni et en Suède, les coûts indirects dus à une réduction des droits aux transferts sociaux (prestations sociales) représentent plus de 10 000 USD chez les hommes (voir le tableau A7.1a).

L'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires procure, en général, un rendement financier plus élevé pour les hommes que pour les femmes, sauf en Grèce, en Italie et en Pologne, où la valeur actuelle nette privée de ce niveau de formation est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les femmes peuvent compter sur un avantage net de 63 000 USD durant leur vie active, soit environ 34 000 USD de moins que les hommes. La différence de rendement privé net entre les sexes est particulièrement marquée en Autriche, en Corée, en Estonie, en Irlande, en Norvège et au Royaume-Uni. C'est en Irlande que cette différence est la plus marquée : l'avantage net de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire est d'environ 195 000 USD chez les hommes, contre seulement 103 000 USD chez les femmes, soit environ moitié moins. Ces différences de rendement privé s'expliquent principalement par le fait que l'« effet chômage » n'est pas le même chez les hommes et chez les femmes, et qu'il joue en faveur des hommes, en moyenne. En d'autres termes, le fait d'être diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire profite plus aux hommes qu'aux femmes en matière de débouchés sur le marché du travail (voir le graphique A7.2).

Enseignement tertiaire

Un individu qui investit dans un diplôme de fin d'études tertiaires peut même s'attendre à un rendement net supérieur à celui d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement d'un diplôme de fin d'études tertiaires est de 185 000 USD chez les hommes et de 130 000 USD chez les femmes, par comparaison avec celui d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire. À quelques exceptions près, le rendement privé net d'un diplôme de fin d'études tertiaires est supérieur à celui d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

Le rendement privé net d'un diplôme de fin d'études tertiaires est généralement plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Ce rendement n'est supérieur chez les femmes qu'en Espagne, en Grèce, en Nouvelle-Zélande et en Turquie (voir les tableaux A7.3a et b).

La valeur de l'avantage salarial brut est élevée chez les diplômés de l'enseignement tertiaire, tant chez les hommes que chez les femmes : elle s'établit, en moyenne, à 350 000 USD chez les hommes et à 250 000 USD chez les femmes. Elle varie toutefois sensiblement aussi entre les pays.

La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovénie comptent parmi les pays où l'avantage salarial est supérieur à la moyenne de l'OCDE, en dépit d'un niveau de coûts et de revenus inférieur à celui d'autres pays de l'OCDE. Ce constat peut s'expliquer par le pourcentage encore relativement faible de diplômés de l'enseignement tertiaire dans la population en âge de travailler, ce qui suggère une pénurie de travailleurs plus instruits. Cette situation pourrait avoir poussé les salaires à la hausse et creusé, au fil des années, les inégalités salariales entre les diplômés de l'enseignement tertiaire et les individus moins instruits.

Par comparaison avec le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire, l'effet de la réduction du risque de chômage est moins marqué que celui du différentiel salarial, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, mais l'effet de la fiscalité, des cotisations sociales et des transferts sociaux, ainsi que les coûts directs de l'éducation sont plus importants. Le fait est que les diplômés de l'enseignement tertiaire restent scolarisés plus longtemps et, donc, qu'ils perdent les revenus substantiels (manque à gagner) qu'ils auraient perçus s'ils étaient entrés plus tôt dans la vie active.

Le coût privé de l'investissement dans l'enseignement tertiaire, y compris les coûts directs et indirects, est très élevé dans certains pays. Dans les pays de l'OCDE, les individus investissent environ 50 000 USD pour financer une formation tertiaire. Leur investissement moyen passe la barre des 100 000 USD au Japon chez les hommes, et tant chez les hommes que chez les femmes aux États-Unis et aux Pays-Bas. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les coûts directs, tels que les frais de scolarité, représentent un cinquième environ de l'investissement total consenti par les individus pour obtenir un diplôme de l'enseignement tertiaire (un montant estimé à 10 000 USD, quel que soit le sexe) (voir les tableaux A7.3a et b).

Réduire le coût privé de la poursuite des études est un moyen qui permet d'atténuer l'effet dissuasif d'un rendement peu élevé sur le marché du travail. En plus de financer les coûts directs de l'éducation, un certain nombre de pays prévoient l'octroi de bourses et de prêts d'études pour améliorer l'attrait de la poursuite des études et accroître l'accès à l'éducation. Les bourses sont des transferts en espèces, en biens ou services qu'il ne faut pas rembourser, contrairement aux prêts d'études, qui impliquent un remboursement. Cet indicateur tient compte des bourses uniquement et n'inclut pas les prêts d'études (l'impact des prêts d'études est étudié pour un petit groupe de pays dans l'encadré A7.1).

L'effet des bourses est particulièrement important au Danemark et aux États-Unis, où elles couvrent respectivement environ 35 % (soit 29 000 USD) et 26 % (soit 27 000 USD) des coûts totaux de l'enseignement tertiaire. Elles sont estimées à 8 000 USD, voire davantage, soit 15 % environ des coûts totaux, en Autriche, en Finlande, aux Pays-Bas et en Suède (voir les tableaux A7.3a et b).

Les chiffres montrent toutefois que les pays où les coûts directs de l'enseignement tertiaire sont les plus élevés, en l'occurrence l'Australie, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni, sont ceux qui accordent peu de bourses par rapport à l'ensemble des coûts directs. Les bourses couvrent moins de 5 % des coûts directs de l'enseignement tertiaire en Australie et au Canada. En Corée et au Japon, les coûts directs de l'enseignement tertiaire figurent aussi parmi les plus élevés, mais les informations sur les bourses ne sont pas disponibles. Toutefois, de nombreux pays, y compris ceux qui n'accordent que des bourses d'un montant peu élevé, proposent des prêts d'études que les bénéficiaires doivent rembourser une fois leur diplôme en poche. La réglementation sur les prêts d'études, en particulier le moment où les diplômés doivent commencer à les rembourser (une fois qu'ils ont dépassé un certain seuil de revenus, dès qu'ils sont diplômés, etc.) et le taux d'intérêt applicable, varie fortement entre les pays. Dans la plupart des prêts d'études, toutefois, le montant total du prêt devant être remboursé et le montant à rembourser par échéance dépendent du statut au regard de l'emploi et des revenus réels après l'obtention du diplôme. L'existence de prêts d'études, accompagnée de conseils et d'explications sur leur octroi, peut encourager les individus, en particulier ceux issus de milieux socio-économiques défavorisés, à poursuivre leurs études. Les prêts d'études réduisent toutefois les bénéfices financiers de l'éducation puisqu'ils doivent être remboursés après l'obtention du diplôme – ce qui réduit d'autant les revenus.

Rendement public de l'investissement dans l'éducation

Deuxième cycle de l'enseignement secondaire et enseignement post-secondaire non tertiaire

Comme indiqué ci-dessus, l'élévation du niveau de formation tend, dans l'ensemble, à entraîner l'élévation du niveau de revenus (voir l'indicateur A6). En ce sens, les investissements dans l'éducation produisent un rendement public car les individus plus instruits paient des cotisations sociales et des impôts plus élevés, et bénéficient de moins de transferts sociaux. Le rendement public de l'investissement dans la formation des hommes et des femmes dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire est positif dans la plupart des pays. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, ce niveau de formation produit un rendement public net de 39 000 USD chez les hommes et de 24 000 USD chez les femmes (voir les tableaux A7.2a et b).

En moyenne, le rendement public de cet investissement est deux fois plus élevé que son coût public total, tant chez les hommes que chez les femmes. Au Royaume-Uni, ce rendement public est 9 fois plus élevé que le coût public chez les hommes à ce niveau de formation et près de 10 fois plus élevé chez les femmes (voir les tableaux A7.2a et b).

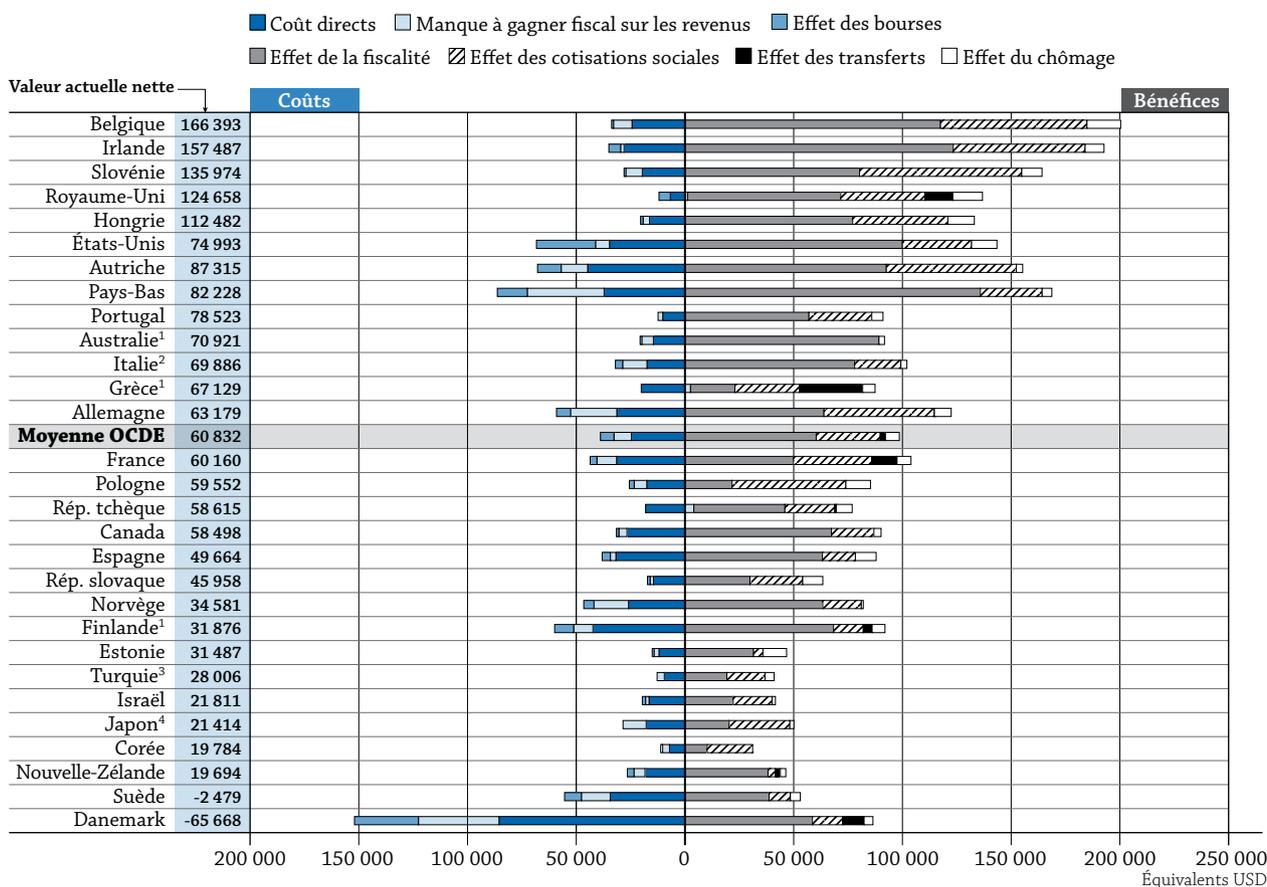
A7

Enseignement tertiaire

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les pouvoirs publics investissent 38 000 USD de plus dans la formation des individus dans l'enseignement tertiaire que dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire (compte tenu des dépenses publiques directes et des coûts indirects). Cet investissement public dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire est le plus élevé (plus de 50 000 USD de plus que dans l'obtention d'un diplôme à un niveau inférieur d'enseignement) en Allemagne, en Autriche, au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, aux Pays-Bas et en Suède (voir le graphique A7.3).

Dans la plupart des pays, le rendement public de l'enseignement tertiaire est nettement supérieur à celui du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Cela s'explique par l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales et la diminution des transferts sociaux qui résultent des niveaux de revenus plus élevés des diplômés de l'enseignement tertiaire. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement dans une formation de l'enseignement tertiaire est supérieur à 105 000 USD chez les hommes et à 60 000 USD chez les femmes. Compte tenu des coûts directs, du manque à gagner à gagner et des bourses publiques, les bénéfices publics d'un diplôme de l'enseignement tertiaire sont 4 fois plus élevés que les coûts publics chez les hommes, et 2.5 fois plus élevés chez les femmes (voir les tableaux A7.4a et b).

Graphique A7.3. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2010)
 Par comparaison avec les coûts et bénéfices de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire



Remarque : les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

1. Année de référence : 2009.

2. Année de référence : 2008.

3. Année de référence : 2005.

4. Année de référence : 2007.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la valeur actuelle nette publique.

Source : OCDE, Tableau A7.4b. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933116490>

Dans l'ensemble, ce sont les différentiels salariaux qui sont à l'origine de la variation des rendements public et privé. Le rendement de l'élévation du niveau de formation est inférieur lorsque les différentiels salariaux sont plus faibles. Ce constat vaut particulièrement pour le Danemark, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suède. Les pays nordiques compensent généralement les effets de cette structure d'avantage salarial faible par un système d'enseignement supérieur quasiment gratuit et l'octroi de bourses généreuses aux étudiants (voir l'indicateur B5).

Comme les avantages salariaux varient sensiblement entre les pays de l'OCDE, la fiscalité et le rendement public varient aussi dans une mesure qui est plutôt à l'opposé des idées reçues. En raison des avantages salariaux peu élevés dans les pays nordiques, les revenus du travail des diplômés de l'enseignement tertiaire sont généralement inférieurs à la tranche de revenus où des taux marginaux d'imposition élevés sont appliqués. Les avantages publics de l'élévation du niveau de formation découlant de la fiscalité et des cotisations sociales sont généralement les plus élevés dans les pays où les différentiels salariaux sont importants ou dans ceux où les niveaux moyens de revenus atteignent des tranches fortement imposées. Les diplômés de l'enseignement tertiaire s'acquittent de cotisations sociales et d'impôts nettement plus élevés en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Danemark, aux États-Unis, en Hongrie, en Irlande, en Italie, aux Pays-Bas et en Slovénie. Dans tous ces pays, l'avantage salarial est supérieur à la moyenne de l'OCDE et les cotisations sociales sont donc également plus élevées.

Dans un certain nombre de pays, la politique fiscale est telle qu'elle réduit les impôts effectivement versés par les individus, en particulier dans les tranches élevées de revenus. De nombreux pays de l'OCDE ont instauré des allègements fiscaux au titre des prêts hypothécaires pour favoriser l'accès à la propriété. Ces mesures favorisent les individus plus instruits dont le taux marginal d'imposition est élevé. Les incitations fiscales en matière d'immobilier sont particulièrement élevées au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en Grèce, en Norvège, aux Pays-Bas, en République tchèque et en Suède (Andrews et al., 2011).

Répartition des coûts de l'éducation entre les pouvoirs publics et les individus

Les coûts directs de l'éducation sont en grande partie à charge des pouvoirs publics. Ainsi, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, le coût direct de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les hommes s'établit à environ 30 % du total de l'investissement public et privé direct. Les coûts privés directs, tels que les frais de scolarité, ne représentent plus de 55 % du coût total de l'investissement public et privé direct dans l'enseignement tertiaire que dans quelques pays, notamment en Australie, en Corée, aux États-Unis, au Japon et au Royaume-Uni.

Encadré A7.1. Affiner l'estimation du rendement de l'éducation.

Abstraction faite des différentiels salariaux liés aux conditions du marché du travail, le rendement de l'éducation est principalement lié aux politiques concernant l'accès à l'éducation, les impôts et les coûts privés de l'éducation. L'analyse de la valeur actuelle nette peut être affinée de différentes façons selon les données disponibles. Par exemple, ce chapitre prend en compte les systèmes de bourses accordées aux étudiants, mais exclut les systèmes de prêts.

Cet encadré va plus loin et présente la première tentative de quantifier l'impact sur le rendement de l'éducation des prêts d'études accordés au titre de l'enseignement tertiaire. Pour ce faire, il se base sur les informations sur les prêts collectées par le biais d'une enquête *ad hoc* du réseau LSO (*Labour Market and Social Outcomes of Learning*, réseau chargé d'élaborer des données relatives aux retombées de l'enseignement sur l'économie, le marché du travail et la société) de l'OCDE, menée dans les 14 pays présentés dans le graphique ci-après (tableaux disponibles en ligne).

Dans cet encadré, l'impact des prêts d'études sur la valeur actuelle nette de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire varie selon les facteurs suivants :

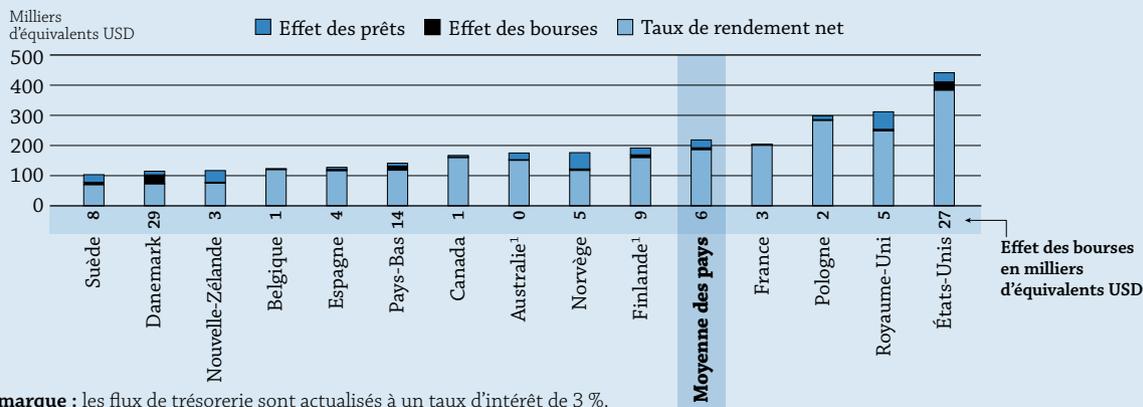
- l'accès aux prêts ou le pourcentage d'étudiants qui en bénéficient ;
- le montant moyen d'un prêt d'études typique ;
- le coût ou le taux d'intérêt appliqué ; et
- l'effacement/remise de dette, c'est-à-dire la proportion dans laquelle un prêt typique peut être annulé/ne pas être récupéré.

...

Il existe deux types principaux de prêts d'études : ceux à remboursement fixe (comparables aux prêts hypothécaires) et ceux à remboursement variable en fonction des ressources. Les deux systèmes de prêts impliquent des coûts à charge des pouvoirs publics si ceux-ci garantissent le remboursement des prêts et/ou subventionnent les taux d'intérêts. En théorie, la prévalence des systèmes à remboursement variable ou fixe affecte le rendement net de l'éducation, car le taux de remise est plus important dans les systèmes de prêts à remboursement en fonction des ressources (ce qui implique un coût supérieur pour les pouvoirs publics, mais un avantage plus élevé pour les étudiants) (voir l'encadré B5.1).

Dans le même esprit que l'estimation des rendements financiers de l'éducation, en se basant sur la théorie de l'investissement présente dans les publications financières, le prêt moyen par étudiant et par an (calculé sur la base du pourcentage d'étudiants qui reçoivent un prêt et le montant moyen de ces prêts) et le taux d'intérêt moyen de ces prêts ont été pris en compte. L'intégration du taux d'intérêt des prêts se fonde sur la nécessité de considérer que les sources de financement sont multiples et que la pondération de chaque élément est proportionnelle à sa valeur de marché. On obtient ainsi le coût moyen pondéré du capital (CMPC), qui correspond à une combinaison pondérée du taux d'intérêt du prêt et du taux d'actualisation (soit le taux d'intérêt à partir duquel les banques privées pourraient emprunter de l'argent auprès de la banque centrale).

Graphique A7.a. Contribution des bourses et des prêts à la valeur actuelle nette privée de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)
Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin, en milliers d'équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB



Remarque : les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

1. Année de référence : 2009.

Les pays sont classés par ordre croissant de la valeur actuelle nette privée.

Source : OCDE. Tableau A7.5a, disponible en ligne. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933116528>

Le CMPC permet d'exprimer la valeur actuelle nette en unités monétaires. Les mécanismes d'effacement/remise de dette liés à l'obtention du diplôme dans le délai imparti (ou à d'autres mécanismes d'incitation fondés sur la performance) ou le défaut de paiement pour les prêts garantis par les pouvoirs publics sont intégrés dans le calcul de l'impact des prêts sur la valeur actuelle nette, avec un effet positif sur cette dernière. L'effet des prêts dont il est question dans cet encadré correspond donc à une combinaison des composantes mentionnées ci-dessus.

Les résultats de l'enquête montrent que parmi les 14 pays dont les données sont disponibles, l'impact des prêts sur la valeur actuelle nette est plus important aux États-Unis, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Suède qu'il ne l'est au Canada et aux Pays-Bas, bien que tous ces pays figurent parmi ceux où les systèmes d'aide aux étudiants sont bien développés.

Ce graphique montre également que pour les formations sanctionnées par un premier diplôme de l'enseignement tertiaire de type A, les frais de scolarité moyens facturés par les établissements publics aux ressortissants nationaux qui étudient à temps plein, et le soutien financier dont ils bénéficient, varient considérablement

...

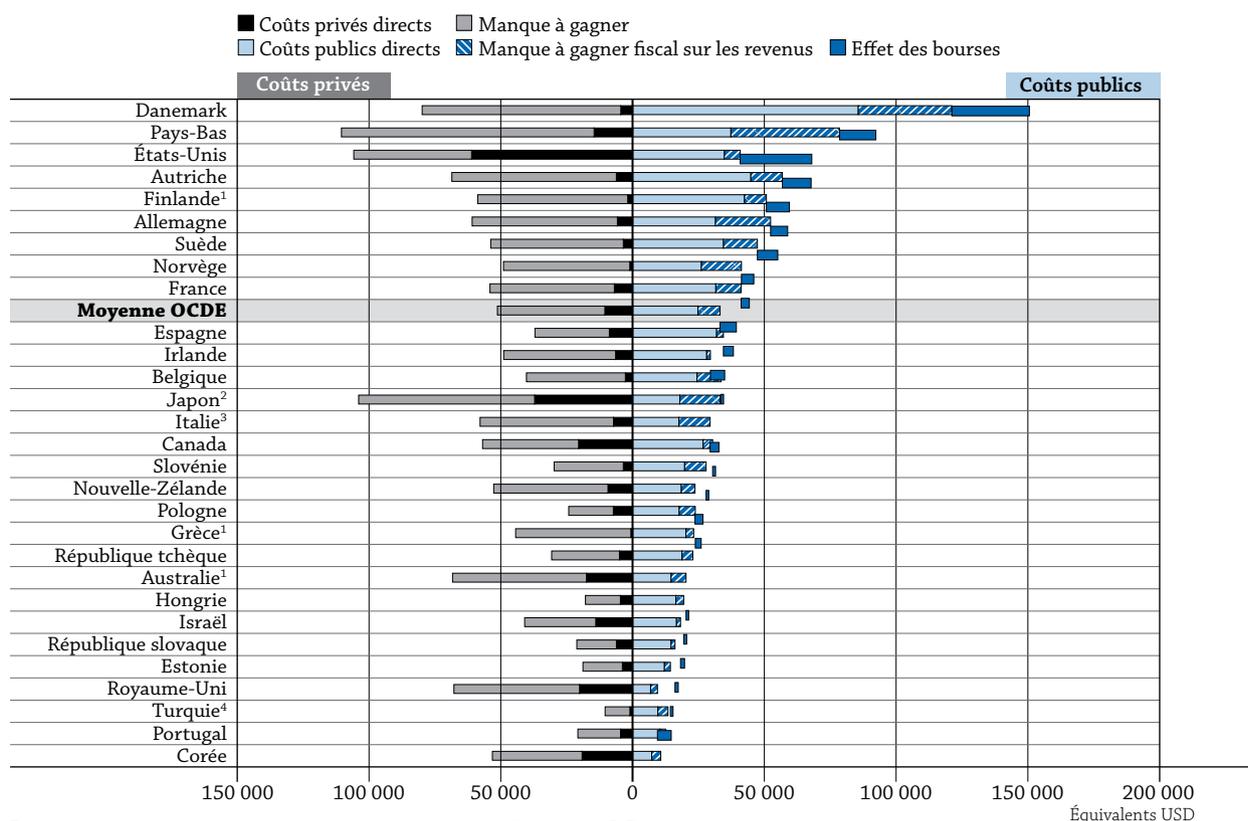
entre les pays. L'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni appliquent des frais de scolarité comparativement élevés, mais proposent des systèmes de prêts d'études bien développés. Le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède appliquent des frais de scolarité comparativement faibles et proposent des systèmes d'aide aux étudiants bien développés (voir l'indicateur B5).

Aux Pays-Bas, les bourses d'études ont un impact plus important que les prêts sur la valeur actuelle nette privée, car elles sont plus accessibles que les prêts : plus de deux étudiants sur trois bénéficient d'une bourse (contre un étudiant sur trois bénéficiant d'un prêt) ; et le montant moyen d'une bourse y est supérieur au montant moyen d'un prêt. Le coût moyen d'un prêt est plus important aux Pays-Bas que dans d'autres pays ; toutefois, cette estimation ne prend pas en compte la réglementation financière spécifique, comme la déductibilité de certains coûts liés à l'éducation, etc.

Au Canada, les étudiants bénéficient d'un taux de remise relativement élevé, ce qui signifie qu'une proportion importante du prêt sera annulée à l'obtention du diplôme. Les avantages du prêt sont cependant contrebalancés par leur coût (c'est-à-dire le taux d'intérêt appliqué une fois les études terminées) relativement élevé.

On constate sans surprise qu'en Belgique, en Espagne et en France, l'impact des prêts est négligeable, compte tenu du fait que ces pays appliquent des frais de scolarité comparativement peu élevés et proposent des systèmes moins développés d'aide aux étudiants.

Graphique A7.4. Comparaison des coûts publics et des coûts privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)
Par comparaison avec les coûts de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire



Remarque : les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

1. Année de référence : 2009.

2. Année de référence : 2007.

3. Année de référence : 2008.

4. Année de référence : 2005.

Les pays sont classés par ordre décroissant des coûts publics totaux.

Source : OCDE. Tableaux A7.3a et A7.4a. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933116509>

A7

Certains pays proposent aux étudiants des bourses et des prêts d'études pour alléger la charge financière que représentent des études tertiaires. Les bourses sont octroyées en fonction de divers critères, en rapport, par exemple, avec la performance académique ou le milieu socio-économique des étudiants, pour encourager les individus de condition plus modeste à continuer leurs études. Les bourses sont particulièrement généreuses dans des pays nordiques, en l'occurrence au Danemark (29 000 USD), en Finlande (9 000 USD) et en Suède (8 000 USD), ainsi qu'en Autriche (11 000 USD), aux États-Unis (27 000 USD) et aux Pays-Bas (14 000 USD). Il est intéressant de constater que les données disponibles ne font pas état d'une relation entre les coûts directs et les bourses. Les bourses ne sont pas toujours plus élevées dans les pays où les coûts privés directs sont les plus élevés. Au contraire, parmi les cinq pays où les coûts directs sont les plus élevés (environ 20 000 USD, voire davantage), les États-Unis et le Royaume-Uni sont les seuls à accorder des bourses généreuses aux étudiants (5 000 USD au Royaume-Uni). Il existe toutefois d'autres formes de financement public que les bourses, telles que les prêts d'études subventionnés (voir l'encadré A7.1) et la diminution des frais de scolarité pour les étudiants économiquement défavorisés, ce qui permet de réduire le coût privé de l'accès à l'enseignement tertiaire (voir les tableaux A7.3a et A7.4a).

Définitions

Le terme « **adultes** » désigne la population âgée de 25 à 64 ans.

Les **coûts directs** indiquent le montant consacré à l'éducation chaque année toutes sources confondues (par le secteur public, le secteur privé et les ménages) et dépendent de la durée des études.

Le **manque à gagner privé** durant les études dépend largement du niveau de revenu que les individus qui ne sont pas en formation peuvent espérer et de la durée des études. Le manque à gagner retenu ici est net d'impôts, de cotisations sociales et de transferts sociaux.

Le **manque à gagner fiscal** inclut les impôts, les cotisations sociales et les transferts sociaux non perçus par les pouvoirs publics.

Les **avantages salariaux bruts** sont des estimations des revenus que les individus percevront une fois entrés dans la vie active.

L'**effet de la fiscalité sur les revenus** est l'estimation des recettes fiscales perçues par les pouvoirs publics. Il s'agit en règle générale de la principale source de bénéfices publics après des investissements dans l'éducation. Cet effet est plus marqué pour les diplômés de l'enseignement tertiaire à cause de la progressivité de la fiscalité sur les revenus.

Le **taux de rendement interne** indique le taux d'intérêt réel auquel l'investissement est neutre.

Les **niveaux de formation inférieurs au deuxième cycle de l'enseignement secondaire** correspondent aux niveaux 0, 1, 2 et 3C (formations courtes) de la CITE ; les **niveaux de formation égaux au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non tertiaire** correspondent aux niveaux 3A, 3B, 3C (formations longues) et 4 de la CITE ; et les **niveaux de formation égaux à l'enseignement tertiaire** correspondent aux niveaux 5A, 5B et 6 de la CITE. Les niveaux de la CITE sont présentés dans le Guide du lecteur, au début du rapport.

La **valeur actuelle nette** est la différence entre les bénéfices et les coûts actualisés de l'investissement. Elle indique la plus-value de l'éducation en plus du taux d'intérêt réel de 3 % appliqué à ces flux de trésorerie.

L'**effet des cotisations sociales** ne concerne ici que les cotisations sociales acquittées par les individus, et non celles versées par les employeurs. Les cotisations patronales sont une autre source de recettes pour les pouvoirs publics. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les individus paient des cotisations sociales forfaitaires, de sorte que les différences entre niveaux de formation sont plus faibles et proportionnelles aux niveaux de revenus.

L'**effet des transferts** concerne les transferts sociaux à un niveau donné de revenus.

L'**effet du chômage** est exprimé sous forme monétaire sur la base du niveau de revenus à des niveaux de formation différents durant la vie active.

Méthodologie

Cet indicateur repose sur des informations publiées dans d'autres chapitres de l'édition de 2013 de *Regards sur l'éducation* (OCDE, 2013a), à une exception près : la base de données de l'OCDE relative aux charges fiscales sur le revenu du travail a été utilisée pour calculer les rendements publics et analyser les bénéfices nets des individus. Les données sur les revenus proviennent de la base de données issues d'une collecte de données réalisée par le réseau LSO (*Labour market and social outcomes of learning*, réseau chargé d'élaborer des données relatives aux retombées de l'enseignement

sur l'économie, le marché du travail et la société) de l'OCDE (ces données ont été publiées sous forme de revenus relatifs dans l'édition de 2013 de *Regards sur l'éducation*, indicateur A6). Les données sur les coûts directs de l'éducation proviennent des indicateurs B1 et B3. Les données sur la probabilité de trouver un emploi (les taux de chômage par niveau de formation et groupe d'âge) proviennent de l'indicateur A5. Le salaire minimal est utilisé comme indicateur de ce qu'un étudiant aurait pu gagner s'il n'avait pas été en formation pour calculer le manque à gagner associé au niveau de formation égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non tertiaire. Voir l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm) pour plus de précisions.

La méthode retenue ici pour calculer le rendement de l'éducation est celle dite de la valeur actuelle nette de l'investissement. Dans ce cadre, les coûts et bénéfices pendant toute la durée de la vie sont rapportés au début de l'investissement. Cela consiste à actualiser tous les flux financiers depuis le début de l'investissement au moyen d'un taux d'intérêt (le taux d'actualisation). Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il doit refléter non seulement le terme de l'investissement, mais également le coût de l'emprunt ou le risque perçu de l'investissement. Pour simplifier l'équation et faciliter l'interprétation des résultats, le même taux d'actualisation a été appliqué dans tous les pays de l'OCDE.

Ce sont les obligations d'État à long terme qui ont été utilisées comme référence pour choisir un taux d'actualisation probant. Le taux d'intérêt moyen à long terme était de l'ordre de 4,4 % en 2010 dans les pays de l'OCDE (Base de données de l'OCDE sur les statistiques financières [OCDE, 2013b]). Dans l'hypothèse que les banques centrales ont réussi à ancrer les prévisions d'inflation à 2 % au plus par an, ce taux correspond à un taux d'intérêt réel de 2 % à 3 %. Le taux d'actualisation retenu dans cet indicateur (3 %) reflète le fait que les calculs sont effectués en prix constants. La modification du taux d'actualisation a un impact important sur la valeur actuelle nette de l'éducation.

Grâce à l'actualisation des coûts et bénéfices au moyen de ce taux d'intérêt, le rendement financier de l'investissement et la valeur des différentes composantes sont comparables dans le temps et entre les pays. L'utilisation de la même unité d'analyse offre aussi la possibilité d'inclure ou d'exclure des composantes entre des niveaux d'enseignement, ou entre le secteur privé et le secteur public, pour mieux comprendre les interactions entre les différents facteurs.

La valeur actuelle nette est calculée selon la même méthode que le taux de rendement interne. La principale différence entre les deux concepts tient à la manière de fixer le taux d'intérêt. Le taux de rendement interne se calcule sur la base du taux d'intérêt correspondant au point d'équivalence entre le coût de l'investissement et l'avantage financier qu'il procure, soit au moment où le seuil de rentabilité est atteint.

Dans le calcul de la valeur actuelle nette privée, les coûts privés de l'investissement comprennent le manque à gagner après impôts, ajusté de la probabilité de trouver un emploi (dérivée du taux de chômage), ainsi que les coûts privés directs de l'éducation. Ces deux flux financiers sont étalés sur la durée des études. Côté bénéfices, les profils de revenus par groupe d'âge sont utilisés pour calculer le différentiel salarial entre les niveaux de formation. Ces différences de rémunération brute sont corrigées en fonction des différences d'impôt sur le revenu, de cotisations sociales et de transferts sociaux (allocations d'aide au logement et aides sociales sous condition de ressources) pour obtenir des différences de rémunération nette. Les flux financiers sont ensuite corrigés en fonction de la probabilité de trouver un emploi. Ces calculs sont effectués séparément pour les individus de sexe masculin et féminin afin d'intégrer les différences de rémunération et de taux de chômage entre les sexes.

Dans le calcul de la valeur actuelle nette publique, les coûts publics comprennent le manque à gagner fiscal pendant les années d'études (impôt sur le revenu et cotisations sociales) et les dépenses publiques, compte tenu de la durée des études. Le manque à gagner fiscal est peu élevé dans certains pays, car les jeunes adultes gagnent moins. Les dépenses publiques au titre de l'éducation comprennent les dépenses directes (la rémunération des enseignants, la construction des bâtiments, l'achat de manuels scolaires, etc.) et les transferts publics aux entités privées (les bourses et les aides publiques aux ménages au titre de l'éducation, et les transferts aux autres entités privées au titre des formations en entreprise, etc.). Sont imputées dans les bénéfices publics l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales, et la diminution des transferts sociaux (notamment les allocations d'aide au logement et autres prestations sociales qui ne sont plus versées au-delà d'un certain niveau de revenus) qui résultent de l'accroissement des revenus.

Il convient d'émettre ici quelques réserves conceptuelles concernant l'estimation du rendement financier. Par exemple :

- L'âge de 64 ans est utilisé comme limite supérieure pour calculer le rendement pendant la durée de la vie dans tous les pays. Toutefois, l'âge légal du départ à la retraite varie sensiblement entre les pays. Quelques années de vie active de plus ou de moins peuvent avoir un impact important sur le rendement public et privé de l'éducation. Il est possible dès lors que les taux soient sous-estimés ou surestimés dans les pays où l'âge du départ à la retraite s'écarte dans une grande mesure de l'âge de 64 ans.

- Comme les revenus augmentent généralement avec le niveau de formation, les individus plus instruits consomment généralement davantage de biens et services, et donc, contribuent davantage aux recettes fiscales (TVA). Les rendements publics sont donc sous-estimés dans cet indicateur.
- Les individus mieux rémunérés ont également tendance à financer davantage leur retraite : ils jouissent donc de revenus supplémentaires une fois qu'ils sont à la retraite, mais cet avantage n'est pas pris en compte dans cette analyse. Les individus plus instruits ont également tendance à vivre plus longtemps, ce qui implique des coûts publics supplémentaires, dont il n'est pas non plus tenu compte ici. De plus, les rendements de l'enseignement tertiaire sont sous-estimés, typiquement, dans les pays qui financent une part importante du système de retraite au moyen de cotisations patronales qui viennent s'ajouter aux salaires, par rapport aux pays où la retraite d'un individu dépend des dispositions qu'il a prises.
- De nombreux pays prévoient l'octroi de prêts d'études à des taux d'intérêt peu élevés. Les prêts d'études peuvent inciter fortement des individus à poursuivre des études et réduisent le coût de l'élévation du niveau de formation. Toutefois, ils réduisent aussi les bénéfices financiers de l'éducation puisqu'ils doivent être remboursés par la suite. Ces aides publiques peuvent avoir un impact considérable sur le rendement privé de l'éducation, mais elles ne sont pas retenues ici.
- Dans certains pays, les allocations de chômage sont plutôt généreuses, tandis que dans d'autres, les chômeurs doivent compter sur d'autres prestations sociales.
- Les coûts privés directs incluent, outre les frais de scolarité, le coût du matériel scolaire et les dépenses quotidiennes occasionnées, le cas échéant, par le changement de résidence requis pour suivre une formation spécifique. Ces derniers frais ne sont pas pris en considération ici.
- Les chiffres rapportés ici sont uniquement des valeurs comptables. Les résultats seraient assurément différents si les estimations économétriques se basaient sur des microdonnées (provenant d'enquêtes auprès des ménages ou des individus) et non sur le cumul des revenus du travail tout au long de la vie, dérivé des revenus moyens.
- La prudence est de mise lors de l'interprétation des chiffres relatifs au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non tertiaire, car le salaire minimal a été utilisé comme variable.

Pour toutes ces raisons, la prudence est de rigueur lors de l'analyse du rendement de l'éducation dans les différents pays.

La méthode retenue ici consiste à estimer les futurs revenus du travail à différents niveaux de formation sur la base de la variation actuelle des revenus bruts entre les groupes d'âge et les niveaux de formation. Toutefois, la relation entre les différents niveaux de formation et les revenus du travail pourrait varier à l'avenir, sous l'effet de l'évolution technologique, économique ou sociale.

La variation des rendements qui s'observe entre les pays s'explique en partie par des différences institutionnelles et des différences contextuelles qui n'obéissent pas aux lois du marché, par exemple les cadres institutionnels qui limitent la variation des revenus relatifs du travail.

Les bénéfices de l'éducation sont estimés compte tenu de l'effet de l'éducation sur la probabilité que les individus ont de trouver du travail s'ils en cherchent. Toutefois, avec l'inclusion de cette variable, les estimations sont sensibles au stade du cycle économique lors duquel la collecte des données a eu lieu. Comme les individus plus instruits sont dans l'ensemble plus susceptibles de travailler, la valeur de l'éducation augmente lorsque la croissance économique est faible.

Par souci de comparabilité internationale, un certain nombre d'hypothèses restrictives ont été appliquées dans les calculs. Dans le calcul du coût des investissements dans l'éducation, le manque à gagner a été normalisé pour correspondre au salaire minimum légal ou à son équivalent dans les pays dont les chiffres sur les revenus incluent les revenus des travailleurs à temps partiel ou, en l'absence de salaire minimal légal, au salaire calculé sur la base des salaires fixés dans les conventions collectives. Cette hypothèse a été retenue pour compenser les revenus du travail particulièrement peu élevés des individus âgés de 15 à 24 ans, à l'origine des estimations trop élevées présentées dans des éditions antérieures de *Regards sur l'éducation*. Le manque à gagner est calculé sur la base des revenus effectifs en Hongrie, au Japon, aux Pays-Bas, au Portugal, en République tchèque et au Royaume-Uni, où les revenus des travailleurs à temps partiel sont exclus des données sur les revenus du travail.

Les coûts et bénéfices relatifs au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non tertiaire n'ont pas été calculés en Belgique, car ces niveaux d'enseignement y sont obligatoires. Cette particularité

rend inapplicable la méthodologie retenue dans cet indicateur, dans la mesure où l'approche se base sur la théorie de l'investissement. Cette approche postule que les individus prennent la décision d'investir dans une formation à un niveau d'enseignement donné pour en tirer bénéfice. Dans les pays où le niveau d'enseignement considéré est obligatoire, les individus n'ont pas à prendre cette décision, ce qui rend la méthodologie inadéquate.

Pour de plus amples informations sur la méthodologie utilisée, consulter OCDE, 2011, et l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Note concernant les données d'Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Références

- Andrews, D., A. Caldera Sánchez et Å. Johansson (2011), « Housing markets and structural policies in OECD countries », *Documents de travail du département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 836, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k9d5v71tskb-fr>.
- OCDE (2013a), *Regards sur l'éducation 2013 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2013-fr>.
- OCDE (2013b), « Taux de change (USD : moyennes mensuelles) », *Statistiques monétaires et financières mensuelles (PIE)* (base de données), <http://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=cad04123-8279-417d-bf34-d50099567246&themetreeid=8>.
- OCDE (2011), « A user's guide to Indicator A9 – Incentives to invest in education », disponible sur www.oecd.org/edu/rse2011.

Tableaux de l'indicateur A7

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933116281>

Tableau A7.1a	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)
Tableau A7.1b	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2010)
Tableau A7.2a	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)
Tableau A7.2b	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2010)
Tableau A7.3a	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)
Tableau A7.3b	Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2010)
Tableau A7.4a	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)
Tableau A7.4b	Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2010)
WEB Tableau A7.5a	Valeur actuelle nette privée (bourses et prêts compris) de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)
WEB Tableau A7.5b	Valeur actuelle nette privée (bourses et prêts compris) de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2010)
WEB Tableau A7.6a	Valeur actuelle nette publique (bourses et prêts compris) de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)
WEB Tableau A7.6b	Valeur actuelle nette publique (bourses et prêts compris) de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2010)

A7

Tableau A7.1a. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)

Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Taux de rendement net	Taux de rendement interne	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
OCDE	Australie	2009	- 3 019	- 27 156	- 30 175	176 400	- 64 407	0	- 8 303	49 011	152 701	122 526	19.9 %
	Autriche	2010	- 2 084	- 46 210	- 48 294	303 737	- 80 357	- 65 732	- 10 652	50 975	197 971	149 677	12.1 %
	Belgique ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Canada	2010	- 3 424	- 30 793	- 34 217	164 771	- 50 060	- 13 432	- 1 362	45 338	145 254	111 037	13.3 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque	2010	- 2 130	- 17 846	- 19 976	92 549	- 27 793	- 19 496	- 5 574	85 445	125 131	105 155	18.2 %
	Danemark	2010	- 797	- 42 671	- 43 468	207 899	- 78 437	- 20 515	- 11 164	32 831	130 615	87 147	11.7 %
	Estonie	2010	- 249	- 8 196	- 8 445	66 894	- 26 383	- 3 919	0	73 157	109 750	101 305	39.5 %
	Finlande	2009	- 178	- 30 022	- 30 201	75 381	- 28 532	- 6 632	- 7 202	28 082	61 097	30 897	7.8 %
	France	2010	- 2 904	- 28 503	- 31 407	94 133	- 21 451	- 20 444	- 15 050	54 391	91 579	60 173	10.6 %
	Allemagne	2010	- 3 973	- 36 901	- 40 874	74 406	- 28 450	- 31 726	- 9 942	81 012	85 299	44 426	7.5 %
	Grèce	2009	- 1 780	- 30 044	- 31 824	93 624	- 11 870	- 15 658	- 23 320	3 845	46 622	14 798	4.1 %
	Hongrie	2010	- 878	- 11 766	- 12 644	76 171	- 23 298	- 22 368	0	55 414	85 919	73 276	19.3 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2010	- 1 084	- 23 927	- 25 011	214 036	- 65 316	- 29 965	0	101 729	220 484	195 473	30.3 %
	Israël	2010	- 1 215	- 24 905	- 26 120	147 712	- 21 659	- 17 721	0	21 021	129 352	103 232	12.6 %
	Italie	2008	- 986	- 43 886	- 44 872	177 073	- 63 514	- 18 903	0	22 519	117 174	72 302	8.1 %
	Japon ²		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	2010	- 5 756	- 28 830	- 34 587	185 305	- 7 688	- 15 277	0	11 785	174 126	139 540	13.1 %
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	2010	- 4 358	- 50 747	- 55 105	150 870	- 53 510	- 28 296	- 4 801	31 999	96 261	41 156	5.7 %
	Nouvelle-Zélande	2010	- 3 213	- 33 613	- 36 827	112 064	- 37 790	- 2 839	- 1 172	29 961	100 226	63 399	8.7 %
	Norvège	2010	- 3 023	- 51 519	- 54 543	261 645	- 82 184	- 23 995	- 4 680	46 082	196 868	142 325	13.0 %
	Pologne	2010	- 1 276	- 16 640	- 17 916	56 062	- 7 234	- 19 415	0	34 594	64 008	46 093	11.6 %
	Portugal	2010	0	- 17 510	- 17 510	146 361	- 29 407	- 17 538	0	13 572	112 987	95 478	12.0 %
	République slovaque	2010	- 2 007	- 8 802	- 10 809	115 675	- 26 205	- 31 402	0	119 524	177 592	166 784	35.1 %
	Slovénie	2010	- 1 833	- 21 943	- 23 776	125 817	- 29 689	- 36 241	0	38 266	98 153	74 378	12.8 %
	Espagne	2010	- 1 613	- 9 225	- 10 838	107 297	- 28 928	- 10 463	0	58 730	126 636	115 798	35.3 %
	Suède	2010	- 16	- 25 456	- 25 473	175 142	- 58 469	- 16 085	- 21 705	55 004	133 887	108 415	16.5 %
	Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Turquie	2005	- 336	- 11 218	- 11 554	63 318	- 10 584	- 10 115	0	4 017	46 637	35 082	9.5 %
Royaume-Uni	2010	- 5 195	- 30 014	- 35 209	220 438	- 51 976	- 28 912	- 49 957	64 640	154 232	119 023	18.2 %	
États-Unis	2010	- 2 853	- 25 225	- 28 078	285 333	- 68 131	- 25 197	- 7 344	44 074	228 736	200 658	19.4 %	
Moyenne OCDE		- 2 081	- 27 169	- 29 250	147 041	- 40 123	- 20 455	- 6 749	46 556	126 270	97 020	15.8 %	
Moyenne UE21		- 1 755	- 26 332	- 28 087	135 451	- 38 990	- 23 353	- 8 388	52 933	117 653	89 566	16.7 %	
Partenaires	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Colombie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Lettonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les hommes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. Les données de la Belgique ne sont pas incluses dans ce tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Les données ne sont pas ventilées entre le premier et le deuxième cycle du secondaire.

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933116300>

Tableau A7.1b. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2010)

Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Taux de rendement net	Taux de rendement interne	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
OCDE	Australie	2009	- 3 019	- 28 198	- 31 217	122 044	- 28 457	0	- 22 467	20 190	91 311	60 094	12.7 %
	Autriche	2010	- 2 084	- 44 642	- 46 726	204 709	- 28 457	- 46 030	- 32 029	23 784	121 977	75 251	9.0 %
	Belgique ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Canada	2010	- 3 424	- 32 817	- 36 241	78 654	- 15 117	- 8 057	- 3 002	29 950	82 428	46 187	7.1 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque	2010	- 2 130	- 15 299	- 17 429	86 525	- 23 652	- 17 196	- 16 740	70 127	99 064	81 634	19.3 %
	Danemark	2010	- 797	- 44 663	- 45 460	151 000	- 55 719	- 15 607	0	26 604	106 278	60 818	9.1 %
	Estonie	2010	- 249	- 8 187	- 8 436	43 751	- 10 151	- 1 455	0	8 365	40 510	32 074	31.6 %
	Finlande	2009	- 178	- 31 990	- 32 168	55 774	- 16 608	- 5 546	- 16 226	30 783	48 177	16 009	5.5 %
	France	2010	- 2 904	- 25 642	- 28 546	97 781	- 18 674	- 18 682	- 27 615	39 828	72 639	44 093	8.1 %
	Allemagne	2010	- 3 973	- 37 300	- 41 272	156 387	- 33 692	- 41 680	- 48 767	42 644	74 891	33 618	6.4 %
	Grèce	2009	- 1 780	- 24 381	- 26 160	109 244	- 1 304	- 18 230	- 15 164	5 096	79 641	53 481	7.8 %
	Hongrie	2010	- 878	- 13 082	- 13 960	75 548	- 21 486	- 20 637	0	46 369	79 794	65 834	15.8 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2010	- 1 084	- 31 344	- 32 428	134 069	- 20 768	- 8 056	0	30 359	135 604	103 176	15.0 %
	Israël	2010	- 1 215	- 23 860	- 25 076	109 731	- 3 747	- 5 003	- 3 505	12 291	109 768	84 692	13.0 %
	Italie	2008	- 986	- 38 624	- 39 610	152 167	- 51 238	- 17 293	0	29 983	113 620	74 010	8.4 %
	Japon ²		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	2010	- 5 756	- 30 875	- 36 631	114 418	- 1 830	- 9 342	0	4 399	107 644	71 013	11.3 %
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas	2010	- 4 358	- 48 974	- 53 332	159 683	- 36 998	- 53 343	- 13 638	28 711	84 414	31 082	5.1 %	
Nouvelle-Zélande	2010	- 3 213	- 30 148	- 33 362	77 579	- 16 827	- 1 872	- 7 825	16 735	67 790	34 428	7.7 %	
Norvège	2010	- 3 023	- 52 322	- 55 345	160 744	- 44 395	- 14 122	- 14 220	19 969	107 976	52 631	6.9 %	
Pologne	2010	- 1 276	- 15 341	- 16 618	65 215	- 7 681	- 20 906	0	32 672	69 299	52 682	11.7 %	
Portugal	2010	0	- 16 952	- 16 952	104 322	- 10 554	- 12 633	0	10 654	91 790	74 838	11.3 %	
République slovaque	2010	- 2 007	- 5 179	- 7 187	79 613	- 12 302	- 22 099	0	85 991	131 204	124 017	43.8 %	
Slovénie	2010	- 1 833	- 24 045	- 25 877	118 868	- 32 045	- 31 131	0	21 694	77 387	51 510	8.8 %	
Espagne	2010	- 1 613	- 8 881	- 10 494	85 625	- 27 101	- 7 802	0	39 931	90 653	80 159	16.5 %	
Suède	2010	- 16	- 27 231	- 27 247	141 055	- 47 672	- 13 857	- 30 949	57 144	105 720	78 473	11.5 %	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	- 336	- 12 058	- 12 394	75 879	- 8 395	- 9 432	0	- 12 434	45 618	33 223	9.2 %	
Royaume-Uni	2010	- 5 195	- 42 268	- 47 464	136 400	- 33 662	- 18 761	- 49 494	51 211	85 693	38 230	6.7 %	
États-Unis	2010	- 2 853	- 27 807	- 30 659	216 685	- 44 957	- 19 154	- 13 250	34 220	173 546	142 886	16.7 %	
Moyenne OCDE		- 2 081	- 27 486	- 29 566	115 314	- 24 203	- 16 960	- 11 663	29 899	92 386	62 820	12.5 %	
Moyenne UE21		- 1 755	- 26 528	- 28 282	113 565	- 25 777	- 20 576	- 13 191	35 892	89 913	61 631	13.2 %	
Partenaires	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Colombie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Lettonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	

Remarque : les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les femmes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. Les données de la Belgique ne sont pas incluses dans ce tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Les données ne sont pas ventilées entre le premier et le deuxième cycle du secondaire.

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933116319>

A7

Tableau A7.2a. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)

Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Taux de rendement net	Taux de rendement interne	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
OCDE	Australie	2009	-15 955	-3 020	-18 975	55 053	0	8 303	9 355	72 710	53 735	17.1 %
	Autriche	2010	-43 971	-8 869	-52 840	73 918	56 580	10 652	15 590	156 741	103 901	9.5 %
	Belgique ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Canada	2010	-27 754	-2 945	-30 700	43 075	10 028	1 322	8 540	62 965	32 266	6.4 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque	2010	-21 080	2 849	-18 231	18 550	10 152	5 574	18 586	52 862	34 631	10.2 %
	Danemark	2010	-32 430	-20 100	-52 530	69 942	16 687	11 164	12 323	110 115	57 585	7.6 %
	Estonie	2010	-19 081	-1 241	-20 323	13 696	1 879	0	14 726	30 301	9 978	5.5 %
	Finlande	2009	-21 711	-4 391	-26 103	23 424	4 855	7 202	6 884	42 366	16 263	6.5 %
	France	2010	-33 511	-5 799	-39 310	15 415	13 033	15 050	13 446	56 945	17 635	5.9 %
	Allemagne	2010	-27 953	-13 996	-41 949	17 205	15 268	9 942	27 703	70 119	28 170	6.8 %
	Grèce	2009	-22 045	2 032	-20 013	11 723	15 045	23 320	760	50 848	30 835	6.0 %
	Hongrie	2010	-15 696	-2 625	-18 321	16 503	12 994	0	16 168	45 666	27 345	8.5 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2010	-25 625	-794	-26 419	55 056	23 939	0	16 285	95 281	68 862	10.8 %
	Israël	2010	-14 670	-1 409	-16 079	20 681	16 468	0	2 231	39 380	23 301	6.7 %
	Italie	2008	-32 919	-10 264	-43 183	59 003	16 776	0	6 638	82 418	39 235	6.0 %
	Japon ²		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	2010	-21 051	-2 923	-23 974	7 529	14 366	0	1 069	22 965	-1 009	2.8 %
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Pays-Bas	2010	-28 879	-2 153	-31 032	50 757	20 313	4 801	10 736	86 607	55 575	9.8 %	
Nouvelle-Zélande	2010	-22 264	-4 017	-26 281	32 780	2 243	1 172	5 605	41 800	15 519	5.1 %	
Norvège	2010	-38 967	-16 326	-55 292	73 242	20 424	4 680	12 512	110 859	55 566	7.6 %	
Pologne	2010	-19 278	-5 994	-25 272	4 952	12 024	0	9 673	26 648	1 377	3.3 %	
Portugal	2010	-26 371	-2 429	-28 800	28 325	16 055	0	2 565	46 945	18 145	4.7 %	
République slovaque	2010	-14 722	-874	-15 596	17 620	15 479	0	24 507	57 606	42 011	12.3 %	
Slovénie	2010	-19 303	-6 815	-26 119	25 987	27 826	0	12 116	65 930	39 811	9.0 %	
Espagne	2010	-18 107	-843	-18 950	23 289	6 766	0	9 336	39 391	20 441	6.1 %	
Suède	2010	-29 675	-6 505	-36 180	46 649	12 257	21 705	15 648	96 259	60 079	14.3 %	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	-4 776	-4 551	-9 327	9 997	9 514	0	1 188	20 699	11 371	6.4 %	
Royaume-Uni	2010	-19 434	4 949	-14 485	44 222	24 322	49 957	12 344	130 846	116 361	27.1 %	
États-Unis	2010	-34 048	-3 381	-37 429	61 984	21 854	7 344	9 490	100 671	63 242	9.1 %	
Moyenne OCDE		-24 121	-4 535	-28 656	34 095	15 450	6 748	10 964	67 257	38 601	8.6 %	
Moyenne UE21		-24 831	-4 414	-29 245	32 433	16 961	8 388	12 949	70 731	41 486	8.9 %	
Partenaires	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Bésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Colombie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Lettonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les hommes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. Les données de la Belgique ne sont pas incluses dans ce tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Les données ne sont pas ventilées entre le premier et le deuxième cycle du secondaire.

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933116338>

Tableau A7.2b. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin (2010)

Par comparaison avec un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Taux de rendement net	Taux de rendement interne	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
OCDE	Australie	2009	- 15 955	- 3 136	- 19 091	26 218	0	22 467	2 239	50 924	31 833	18.4 %
	Autriche	2010	- 43 971	- 8 568	- 52 539	28 045	41 879	32 029	4 562	106 516	53 977	8.2 %
	Belgique ¹		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Canada	2010	- 28 587	- 3 233	- 31 820	13 613	6 115	3 002	3 447	26 176	- 5 644	2.3 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque	2010	- 21 080	2 442	- 18 638	17 417	9 532	16 740	13 901	57 589	38 951	10.5 %
	Danemark	2010	- 32 430	- 21 038	- 53 468	49 505	12 177	0	9 644	71 326	17 858	4.8 %
	Estonie	2010	- 19 081	- 1 240	- 20 321	8 914	1 223	0	1 469	11 606	- 8 715	0.2 %
	Finlande	2009	- 21 711	- 4 679	- 26 390	12 075	3 607	16 226	6 472	38 380	11 989	6.6 %
	France	2010	- 33 511	- 5 217	- 38 728	15 257	13 296	27 615	8 802	64 970	26 243	5.6 %
	Allemagne	2010	- 27 953	- 14 147	- 42 100	30 323	33 057	48 767	11 993	124 140	82 040	13.7 %
	Grèce	2009	- 22 045	1 649	- 20 396	1 347	17 423	15 164	764	34 699	14 303	4.8 %
	Hongrie	2010	- 15 696	- 2 918	- 18 614	16 259	12 802	0	13 062	42 123	23 509	7.5 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2010	- 25 625	- 1 040	- 26 665	19 850	7 690	0	1 284	28 824	2 159	3.3 %
	Israël	2010	- 14 670	- 1 350	- 16 020	3 668	4 543	3 505	539	12 254	- 3 766	1.8 %
	Italie	2008	- 32 919	- 9 033	- 41 952	47 153	14 467	0	6 910	68 530	26 578	5.2 %
	Japon ²		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	2010	- 21 051	- 3 130	- 24 181	1 797	9 001	0	374	11 172	- 13 009	-1.0 %
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	2010	- 28 879	1 113	- 27 766	35 228	46 047	13 638	9 066	m	76 213	14.6 %
	Nouvelle-Zélande	2010	- 22 264	- 3 603	- 25 867	14 529	1 540	7 825	2 630	26 524	657	3.1 %
	Norvège	2010	- 38 967	- 16 580	- 55 547	41 576	12 582	14 220	4 360	72 737	17 190	4.8 %
	Pologne	2010	- 19 278	- 5 526	- 24 804	5 740	13 937	0	8 910	28 588	3 784	3.6 %
	Portugal	2010	- 26 371	- 2 352	- 28 722	10 290	11 473	0	1 424	23 187	- 5 536	2.3 %
	République slovaque	2010	- 14 722	- 514	- 15 236	9 428	10 668	0	14 305	34 401	19 165	7.8 %
	Slovénie	2010	- 19 303	- 7 468	- 26 771	30 404	26 364	0	6 407	63 175	36 404	7.4 %
	Espagne	2010	- 18 107	- 811	- 18 919	25 096	5 301	0	4 506	34 904	15 985	5.2 %
	Suède	2010	- 29 675	- 6 959	- 36 633	36 329	9 895	30 949	15 306	92 478	55 845	13.6 %
	Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	2005	- 4 776	- 4 892	- 9 668	10 025	11 264	0	- 3 463	17 827	8 159	5.8 %	
Royaume-Uni	2010	- 19 434	8 961	- 10 473	27 379	15 059	49 494	9 985	101 917	91 444	19.3 %	
États-Unis	2010	- 34 048	- 3 727	- 37 775	41 313	16 564	13 250	6 233	77 360	39 585	7.5 %	
Moyenne OCDE		- 24 152	- 4 333	- 28 485	21 436	13 611	11 663	6 116	50 859	24 341	6.9 %	
Moyenne UE21		- 24 831	- 4 071	- 28 902	22 423	16 100	13 191	7 830	57 075	30 642	7.6 %	
Partenaires	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Colombie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Lettonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Fédération de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	

Remarque : les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et les femmes dont le niveau de formation est inférieur à ces niveaux d'enseignement.

1. Les données de la Belgique ne sont pas incluses dans ce tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Les données ne sont pas ventilées entre le premier et le deuxième cycle du secondaire.

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933116357>

A7

Tableau A7.3a. **Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)**

Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

OCDE	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Effet des bourses	Bénéfices totaux	Taux de rendement net	Taux de rendement interne
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Australie	2009	-17 528	-50 814	-68 342	339 977	-124 441	0	0	5 363	335	221 234	152 892	9.0 %
Autriche	2010	-6 199	-62 401	-68 600	396 272	-132 408	-53 634	0	18 521	10 877	239 629	171 029	10.1 %
Belgique	2010	-2 780	-37 528	-40 307	348 982	-155 156	-53 464	0	21 666	862	162 891	122 584	11.9 %
Canada	2010	-20 529	-36 423	-56 952	293 058	-96 272	-6 355	0	27 401	1 103	218 935	161 982	10.2 %
Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
République tchèque	2010	-5 029	-25 719	-30 748	365 437	-70 726	-41 771	0	20 181	m	273 121	242 373	18.6 %
Danemark	2010	-4 509	-75 357	-79 866	314 158	-143 348	-26 897	-8 763	17 765	29 411	182 326	102 460	8.4 %
Estonie	2010	-3 924	-14 951	-18 875	207 579	-46 145	-6 453	0	42 224	730	197 934	179 059	20.6 %
Finlande	2009	-1 873	-56 911	-58 784	343 119	-138 956	-24 568	0	39 479	8 730	227 803	169 020	11.9 %
France	2010	-6 963	-47 182	-54 145	380 704	-95 841	-51 427	-691	19 109	3 103	254 957	200 812	11.4 %
Allemagne	2010	-5 813	-55 093	-60 906	462 289	-166 502	-89 273	0	58 741	6 472	271 727	210 821	13.4 %
Grèce	2009	-690	-43 715	-44 405	182 193	-35 679	-29 437	-8 700	6 156	m	114 533	70 128	7.5 %
Hongrie	2010	-4 664	-13 268	-17 932	459 159	-147 118	-75 232	0	37 773	1 135	275 718	257 785	28.5 %
Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Irlande	2010	-6 478	-42 453	-48 931	684 820	-259 751	-58 952	0	131 625	5 412	503 154	454 224	29.9 %
Israël	2010	-14 023	-26 963	-40 987	285 448	-69 772	-35 702	0	16 788	1 528	198 291	157 304	11.8 %
Italie	2008	-7 285	-50 608	-57 893	408 011	-159 562	-41 835	0	3 295	3 330	213 239	155 346	8.1 %
Japon	2007	-37 215	-66 750	-103 965	326 614	-64 523	-36 039	0	20 931	m	246 983	143 018	7.4 %
Corée	2010	-19 211	-34 019	-53 231	379 884	-47 160	-25 602	0	12 407	m	319 528	266 298	12.8 %
Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Pays-Bas	2010	-14 646	-95 834	-110 480	442 661	-197 999	-26 901	0	10 736	13 770	242 267	131 787	7.2 %
Nouvelle-Zélande	2010	-9 384	-43 347	-52 731	193 910	-62 325	-3 875	-86	358	3 039	131 021	78 290	7.3 %
Norvège	2010	-1 086	-47 946	-49 032	274 357	-107 528	-23 197	0	23 000	4 690	171 321	122 289	8.2 %
Pologne	2010	-7 343	-16 928	-24 270	376 155	-30 873	-75 986	0	38 492	2 228	310 015	285 745	24.6 %
Portugal	2010	-4 627	-16 181	-20 808	324 887	-89 461	-36 243	0	17 564	m	216 746	195 937	18.3 %
République slovaque	2010	-6 183	-15 019	-21 202	290 121	-51 866	-40 961	0	38 465	1 226	236 985	215 783	21.4 %
Slovénie	2010	-3 564	-26 242	-29 806	447 946	-110 866	-96 037	0	19 992	259	261 294	231 488	17.1 %
Espagne	2010	-8 864	-28 219	-37 083	178 900	-52 903	-14 033	0	41 874	3 791	157 629	120 546	11.2 %
Suède	2010	-3 560	-50 291	-53 851	209 467	-84 430	-9 281	0	8 454	7 735	131 945	78 094	7.4 %
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	2005	-1 061	-9 402	-10 463	106 985	-18 682	-16 424	0	2 761	m	74 640	64 177	19.3 %
Royaume-Uni	2010	-20 162	-47 655	-67 817	413 163	-89 124	-49 107	-4 303	40 284	5 225	316 138	248 322	14.3 %
États-Unis	2010	-61 135	-44 678	-105 813	628 922	-210 898	-55 768	0	100 046	27 162	489 463	383 649	15.4 %
Moyenne OCDE		-10 563	-40 755	-51 318	347 075	-105 528	-38 085	-777	29 016	6 181	236 602	185 284	13.9 %
Moyenne UE21		-6 258	-41 078	-47 335	361 801	-112 936	-45 075	-1 123	31 620	6 135	239 503	192 167	15.1 %
Partenaires													
Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Lettonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Féd. de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933116376>

Tableau A7.3b. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2010)
Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs (1)	Manque à gagner (2)	Coûts totaux (3)	Revenus bruts du travail (4)	Effet de la fiscalité (5)	Effet des cotisations sociales (6)	Effet des transferts (7)	Effet du chômage (8)	Effet des bourses (9)	Bénéfices totaux (10)	Taux de rendement net (11)	Taux de rendement interne (12)	
OCDE	Australie	2009	-17 528	-52 120	-69 648	253 308	-91 641	0	0	13 021	335	175 023	105 374	8.9 %
	Autriche	2010	-6 199	-63 316	-69 515	331 700	-93 938	-61 225	0	8 104	10 877	195 518	126 003	9.0 %
	Belgique	2010	-2 780	-35 428	-38 207	310 555	-127 305	-72 908	0	40 296	862	151 500	113 293	13.7 %
	Canada	2010	-20 529	-37 837	-58 366	261 335	-69 368	-20 695	0	16 627	1 103	189 002	130 636	11.4 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque	2010	-4 882	-24 979	-29 862	208 439	-45 919	-26 193	-688	29 891	m	165 530	135 668	15.3 %
	Danemark	2010	-4 509	-78 578	-83 087	175 082	-61 404	-15 158	-9 772	10 710	29 411	128 869	45 782	6.5 %
	Estonie	2010	-3 924	-15 754	-19 678	153 829	-40 802	-5 839	0	54 649	730	162 567	142 889	29.7 %
	Finlande	2009	-1 873	-60 589	-62 461	211 875	-72 749	-15 039	-4 079	21 742	8 730	150 480	88 019	8.8 %
	France	2010	-6 963	-44 369	-51 332	263 248	-52 801	-39 383	-11 640	24 882	3 103	187 409	136 077	10.9 %
	Allemagne	2010	-5 813	-55 984	-61 797	247 459	-67 041	-55 248	-17	22 124	6 472	153 749	91 952	8.5 %
	Grèce	2009	-690	-36 674	-37 363	186 037	-21 786	-33 976	-29 066	26 865	m	128 074	90 710	9.6 %
	Hongrie	2010	-4 664	-13 164	-17 828	257 527	-83 602	-49 345	0	32 818	1 135	158 533	140 705	24.6 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2010	-6 478	-48 135	-54 612	456 714	-129 055	-63 508	0	39 212	5 412	308 775	254 163	21.0 %
	Israël	2010	-14 023	-27 428	-41 451	151 423	-22 840	-18 663	0	12 245	1 528	123 692	82 240	8.6 %
	Italie	2008	-7 285	-47 826	-55 111	223 811	-79 954	-21 986	0	7 563	3 330	132 764	77 652	6.9 %
	Japon	2007	-37 215	-49 265	-86 481	231 306	-20 848	-29 117	0	9 951	m	191 293	104 812	7.8 %
	Corée	2010	-19 211	-35 087	-54 298	268 211	-10 077	-20 463	0	-5 570	m	232 101	177 802	11.0 %
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Pays-Bas	2010	-14 646	-90 283	-104 929	353 759	-137 587	-30 982	0	11 955	13 770	210 915	105 985	7.0 %	
Nouvelle-Zélande	2010	-9 384	-42 595	-51 980	167 699	-40 316	-3 622	-2 329	13 769	3 039	138 239	86 260	10.3 %	
Norvège	2010	-1 086	-50 062	-51 148	227 688	-63 403	-17 791	0	785	4 690	151 970	100 822	9.6 %	
Pologne	2010	-7 343	-16 014	-23 356	243 941	-24 419	-60 782	0	39 454	2 228	200 423	177 066	21.6 %	
Portugal	2010	-4 627	-15 481	-20 108	262 280	-59 602	-31 363	0	22 688	m	194 001	173 893	22.0 %	
République slovaque	2010	-6 183	-15 551	-21 734	181 063	-33 609	-29 678	0	40 616	1 226	159 618	137 884	18.5 %	
Slovénie	2010	-3 564	-26 170	-29 734	343 115	-84 277	-79 783	0	24 076	259	203 390	173 657	15.3 %	
Espagne	2010	-8 864	-27 626	-36 490	237 736	-69 735	-18 075	0	46 399	3 791	200 115	163 625	14.5 %	
Suède	2010	-3 560	-51 796	-55 356	140 237	-42 057	-10 883	0	15 631	7 735	110 663	55 306	7.1 %	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	-1 061	-8 185	-9 246	116 530	-21 267	-19 627	0	14 075	m	89 711	80 466	19.2 %	
Royaume-Uni	2010	-20 162	-47 080	-67 241	351 526	-79 076	-43 645	-12 831	55 550	5 225	276 748	209 506	12.3 %	
États-Unis	2010	-61 135	-47 732	-108 867	416 147	-107 923	-35 416	0	47 389	27 162	347 358	238 491	12.9 %	
Moyenne OCDE		-10 558	-40 176	-50 734	249 434	-63 945	-32 082	-2 428	24 052	6 181	179 932	129 198	13.2 %	
Moyenne UE21		-6 250	-40 740	-46 990	256 997	-70 336	-38 250	-3 405	28 761	6 135	178 982	131 992	14.1 %	
Partenaires	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Colombie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Lettonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Féd. de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	

Remarque : les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933116395>

A7

Tableau A7.4a. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2010)

Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

	Année	Coûts directs (1)	Manque à gagner fiscal sur les revenus (2)	Effet des bourses (3)	Coûts totaux (4)	Effet de la fiscalité (5)	Effet des cotisations sociales (6)	Effet des transferts (7)	Effet du chômage (8)	Bénéfices totaux (9)	Taux de rendement net (10)	Taux de rendement interne (11)	
OCDE	Australie	2009	-14 588	-5 652	-335	-20 575	123 233	0	0	1 208	124 441	103 866	12.9 %
	Autriche	2010	-44 819	-11 977	-10 877	-67 673	128 843	50 561	0	6 637	186 041	118 368	8.0 %
	Belgique	2010	-24 413	-9 051	-862	-34 326	149 431	50 456	0	8 733	208 619	174 293	15.1 %
	Canada	2010	-26 735	-3 589	-1 103	-31 427	91 254	4 772	0	6 602	102 627	71 201	8.9 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque	2010	-18 717	4 105	m	-14 612	67 727	39 580	0	5 191	112 497	97 885	17.6 %
	Danemark	2010	-85 578	-35 496	-29 411	-150 485	137 397	25 140	8 763	7 708	179 007	28 522	3.8 %
	Estonie	2010	-12 037	-2 264	-730	-15 032	38 729	5 313	0	8 557	52 599	37 567	10.5 %
	Finlande	2009	-42 400	-8 324	-8 730	-59 454	128 733	22 053	0	12 738	163 525	104 071	8.3 %
	France	2010	-31 533	-9 599	-3 103	-44 236	92 737	48 871	691	5 660	147 960	103 724	8.7 %
	Allemagne	2010	-31 421	-20 896	-6 472	-58 789	153 573	78 113	0	24 090	255 776	196 987	11.9 %
	Grèce	2009	-20 179	2 956	m	-17 223	34 885	28 464	8 700	1 766	73 816	56 593	11.6 %
	Hongrie	2010	-16 393	-2 960	-1 135	-20 489	138 343	69 279	0	14 727	222 349	201 861	23.0 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2010	-28 066	-1 409	-5 412	-34 887	231 031	49 600	0	38 072	318 703	283 816	26.9 %
	Israël	2010	-16 613	-1 526	-1 528	-19 666	67 496	34 209	0	3 768	105 474	85 807	11.4 %
	Italie	2008	-17 538	-11 836	-3 330	-32 704	157 696	41 484	0	2 217	201 397	168 693	10.1 %
	Japon	2007	-17 897	-15 254	m	-33 151	62 285	33 612	0	4 665	100 562	67 411	8.4 %
	Corée	2010	-7 198	-3 449	m	-10 648	46 494	24 687	0	1 581	72 762	62 115	12.3 %
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	2010	-37 254	-41 204	-13 770	-92 227	195 349	25 117	0	4 433	224 900	132 673	7.2 %
	Nouvelle-Zélande	2010	-18 444	-5 180	-3 039	-26 663	61 879	3 868	86	453	66 286	39 623	7.0 %
	Norvège	2010	-26 059	-15 194	-4 690	-45 942	102 100	21 412	0	7 213	130 725	84 783	7.1 %
	Pologne	2010	-17 653	-6 097	-2 228	-25 978	28 162	68 381	0	10 316	106 860	80 882	12.4 %
	Portugal	2010	-10 295	-2 245	m	-12 540	85 300	34 368	0	6 036	125 705	113 164	16.1 %
	République slovaque	2010	-14 559	-1 492	-1 226	-17 276	47 313	36 008	0	9 505	92 826	75 550	13.8 %
	Slovénie	2010	-19 698	-8 151	-259	-28 108	107 113	91 799	0	7 991	206 903	178 795	15.4 %
	Espagne	2010	-31 833	-2 577	-3 791	-38 201	46 168	11 387	0	9 381	66 936	28 735	5.6 %
	Suède	2010	-34 448	-12 852	-7 735	-55 035	82 130	8 756	0	2 826	93 711	38 676	5.2 %
	Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Turquie	2005	-9 567	-3 814	m	-13 381	18 209	16 010	0	886	35 106	21 724	9.3 %
Royaume-Uni	2010	-6 798	-2 591	-5 225	-14 615	82 483	45 366	4 303	10 381	142 534	127 919	26.1 %	
États-Unis	2010	-34 787	-5 989	-27 162	-67 937	189 603	48 143	0	28 922	266 667	198 730	10.8 %	
Moyenne OCDE		-24 742	-8 400	-6 181	-38 044	99 852	35 062	777	8 699	144 390	106 346	11.9 %	
Moyenne UE21		-27 282	-9 198	-6 135	-41 694	106 657	41 505	1 123	9 848	159 133	117 439	12.9 %	
Partenaires	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Bésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Colombie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Lettonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Féd. de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	

Remarque : les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

 Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933116414>

Tableau A7.4b. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2010)

Par comparaison avec l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

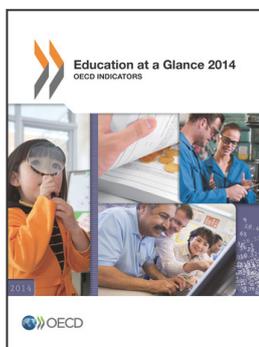
	Année	Coûts directs	Manque à gagner fiscal sur les revenus	Effet des bourses	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Taux de rendement net	Taux de rendement interne	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
OCDE	Australie	2009	-14 588	- 5 797	- 335	- 20 720	89 111	0	0	2 530	91 641	70 921	13.5 %
	Autriche	2010	-44 819	- 12 152	- 10 877	- 67 849	92 488	59 772	0	2 903	155 164	87 315	7.0 %
	Belgique	2010	-24 413	- 8 544	- 862	- 33 820	117 399	67 323	0	15 490	200 212	166 393	19.0 %
	Canada	2010	-26 735	- 3 728	- 1 103	- 31 566	67 254	19 517	0	3 293	90 064	58 498	9.5 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque	2010	-18 172	3 987	m	- 14 185	41 879	22 919	688	7 315	72 800	58 615	14.6 %
	Danemark	2010	-85 578	- 37 013	- 29 411	- 152 002	58 528	13 964	9 772	4 069	86 334	- 65 668	0.4 %
	Estonie	2010	-12 037	- 2 386	- 730	- 15 153	31 454	4 315	0	10 872	46 641	31 487	12.9 %
	Finlande	2009	-42 400	- 8 862	- 8 730	- 59 992	68 219	13 657	4 079	5 912	91 868	31 876	5.2 %
	France	2010	-31 533	- 9 027	- 3 103	- 43 664	49 775	35 999	11 640	6 409	103 824	60 160	8.4 %
	Allemagne	2010	-31 421	- 21 234	- 6 472	- 59 127	63 819	50 751	17	7 718	122 306	63 179	6.9 %
	Grèce	2009	-20 179	2 480	m	- 17 699	20 386	29 703	29 066	5 673	84 828	67 129	11.7 %
	Hongrie	2010	-16 393	- 2 937	- 1 135	- 20 465	77 014	43 784	0	12 149	132 947	112 482	17.3 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2010	-28 066	- 1 598	- 5 412	- 35 076	123 230	60 647	0	8 686	192 563	157 487	17.5 %
	Israël	2010	-16 613	- 1 552	- 1 528	- 19 692	22 108	17 839	0	1 557	41 503	21 811	6.4 %
	Italie	2008	-17 538	- 11 185	- 3 330	- 32 053	77 919	21 270	0	2 750	101 940	69 886	8.0 %
	Japon	2007	-17 897	- 10 654	m	- 28 551	20 218	27 924	0	1 822	49 965	21 414	6.2 %
	Corée	2010	- 7 198	- 3 557	m	- 10 756	10 123	20 892	0	- 474	30 540	19 784	8.0 %
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas	2010	-37 254	- 35 318	- 13 770	- 86 341	135 724	28 393	0	4 453	168 569	82 228	6.5 %	
Nouvelle-Zélande	2010	-18 444	- 5 090	- 3 039	- 26 573	38 104	3 348	2 329	2 486	46 267	19 694	6.5 %	
Norvège	2010	-26 059	- 15 864	- 4 690	- 46 613	63 264	17 730	0	199	81 193	34 581	5.8 %	
Pologne	2010	-17 653	- 5 768	- 2 228	- 25 648	21 556	52 341	0	11 304	85 200	59 552	10.5 %	
Portugal	2010	-10 295	- 2 148	m	- 12 443	56 914	28 879	0	5 172	90 966	78 523	14.9 %	
République slovaque	2010	-14 559	- 1 544	- 1 226	- 17 329	29 789	24 260	0	9 238	63 287	45 958	11.1 %	
Slovénie	2010	-19 698	- 8 128	- 259	- 28 085	80 209	74 531	0	9 320	164 060	135 974	13.1 %	
Espagne	2010	-31 833	- 2 523	- 3 791	- 38 147	63 118	15 146	0	9 546	87 811	49 664	7.5 %	
Suède	2010	-34 448	- 13 236	- 7 735	- 55 420	38 592	9 798	0	4 551	52 940	- 2 479	2.8 %	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	- 9 567	- 3 320	m	- 12 887	19 194	17 528	0	4 171	40 894	28 006	9.1 %	
Royaume-Uni	2010	- 6 798	1 128	- 5 225	- 10 895	70 396	38 718	12 831	13 607	135 553	124 658	36.4 %	
États-Unis	2010	-34 787	- 6 398	- 27 162	- 68 347	99 860	31 811	0	11 668	143 339	74 993	7.4 %	
Moyenne OCDE		-24 723	- 7 999	- 6 181	- 37 624	60 264	29 405	2 428	6 358	98 456	60 832	10.5 %	
Moyenne UE21		-27 254	- 8 800	- 6 135	- 41 270	65 920	34 809	3 405	7 857	111 991	70 721	11.6 %	
Partenaires	Argentine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Brésil		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Colombie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Lettonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Féd. de Russie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Arabie saoudite		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Moyenne G20		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	

Remarque : les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et les femmes diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire.

 Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933116433>



Extrait de :
Education at a Glance 2014
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2014-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Indicateur A7 - Quels sont les facteurs qui incitent à investir dans l'éducation », dans *Education at a Glance 2014 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2014-12-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.